

72 (1979) Nr. 1

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1985 Nr. 122

A. TITEL

*Protocol tot wijziging van het Internationale Verdrag ter vaststelling
van enige eenvormige regelen betreffende het cognossement van 25
augustus 1924, zoals gewijzigd bij het Protocol van 23 februari 1968;
Brussel, 21 december 1979*

B. TEKST

Protocole portant modification de la Convention internationale pour l'unification de certaines règles en matière de connaissance du 25 août 1924, telle qu'amendée par le Protocole de modification du 23 février 1968

Les Parties Contractantes au présent Protocole,

Etant parties à la Convention internationale pour l'unification de certaines règles en matière de connaissance faite à Bruxelles le 25 août 1924, telle qu'amendée par le Protocole portant modification de cette Convention, fait à Bruxelles le 23 février 1968,

Sont convenues de ce qui suit:

Article I

Aux fins du présent Protocole il faut entendre par «Convention», la Convention internationale pour l'unification de certaines règles en matière de connaissance et son Protocole de signature faits à Bruxelles le 25 août 1924, telle qu'amendée par le Protocole fait à Bruxelles le 23 février 1968.

Article II

1. L'alinéa a) du paragraphe 5 de l'article 4 de la Convention est remplacé par le texte suivant:

«a) A moins que la nature et la valeur des marchandises n'aient été déclarées par le chargeur avant leur embarquement et que cette déclaration ait été insérée dans le connaissance, le transporteur, comme le navire, ne seront en aucun cas responsables des pertes ou dommages des marchandises ou concernant celles-ci pour une somme supérieure à 666,67 unités de compte par colis ou unité, ou 2 unités de compte par kilogramme de poids brut des marchandises perdues ou endommagées, la limite la plus élevée étant applicable.»

2. L'alinéa d) du paragraphe 5 de l'article 4 de la Convention est remplacé par le texte suivant:

«d) L'unité de compte mentionnée dans le présent article est le Droit de Tirage Spécial tel que défini par le Fonds Monétaire International. La somme mentionnée à l'alinéa a) de ce paragraphe sera convertie dans la monnaie nationale suivant la valeur de cette monnaie à une date qui sera déterminée par la loi de la juridiction saisie de l'affaire.

La valeur en Droit de Tirage Spécial d'une monnaie nationale d'un Etat qui est membre du Fonds Monétaire International est calculée selon la méthode d'évaluation appliquée par le Fonds Monétaire International, à la date en question pour ses propres opérations et transactions. La

**Protocol amending the International Convention for the unification of
certain rules of law relating to bills of lading, 25 August 1924 as
amended by the Protocol of 23 February 1968**

The Contracting Parties to the Present Protocol,

Being Parties to the International Convention for the unification of certain rules of law relating to bills of lading, done at Brussels on 25th August 1924, as amended by the Protocol to amend that Convention, done at Brussels on 23rd February 1968,

Have agreed as follows:

Article I

For the purpose of this Protocol, "Convention" means the International Convention for the unification of certain rules of law relating to bills of lading and its Protocol of signature, done at Brussels on 25th August 1924, as amended by the Protocol, done at Brussels on 23rd February 1968.

Article II

1. Article 4, paragraph 5, a) of the Convention is replaced by the following:

"a) Unless the nature and value of such goods have been declared by the shipper before shipment and inserted in the bill of lading, neither the carrier nor the ship shall in any event be or become liable for any loss or damage to or in connection with the goods in an amount exceeding 666.67 units of account per package or unit or 2 units of account per kilogramme of gross weight of the goods lost or damaged, whichever is the higher."

2. Article 4, paragraph 5, d) of the Convention is replaced by the following:

"d) The unit of account mentioned in this Article is the Special Drawing Right as defined by the International Monetary Fund. The amounts mentioned in sub-paragraph a) of this paragraph shall be converted into national currency on the basis of the value of that currency on the date to be determined by the law of the Court seized of the case. The value of the national currency, in terms of the Special Drawing Right, of a State which is a member of the International Monetary Fund, shall be calculated in accordance with the method of

valeur en Droit de Tirage Spécial d'une monnaie nationale d'un Etat non membre du Fonds Monétaire International est calculée de la façon déterminée par cet Etat.

Toutefois, un Etat qui n'est pas membre du Fonds Monétaire International et dont la législation ne permet pas l'application des dispositions prévues aux phrases précédentes peut, au moment de la ratification du Protocole de 1979 ou de l'adhésion à celui-ci ou encore à tout moment par la suite, déclarer que les limites de la responsabilité prévues dans cette Convention et applicables sur son territoire, sont fixées de la manière suivante:

(i) en ce qui concerne la somme de 666,67 unités de compte mentionnée à l'alinéa a) du paragraphe 5 du présent article, 10.000 unités monétaires;

(ii) en ce qui concerne la somme de 2 unités de compte mentionnée à l'alinéa a) du paragraphe 5 du présent article, 30 unités monétaires.

L'unité monétaire à laquelle il est fait référence à la phrase précédente correspond à 65,5 milligrammes d'or au titre de 900 millièmes de fin. La conversion en monnaie nationale des sommes mentionnées dans cette phrase, s'effectuera conformément à la législation de l'Etat en cause.

Le calcul et la conversion mentionnés aux phrases précédentes seront faits de manière à exprimer en monnaie nationale de l'Etat, dans la mesure du possible, la même valeur réelle pour les sommes mentionnées à l'alinéa a) du paragraphe 5 du présent article, que celle exprimée en unités de compte. Les Etats communiqueront au dépositaire leur méthode de calcul, ou les résultats de la conversion selon les cas, au moment du dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion et chaque fois qu'un changement se produit dans leur méthode de calcul ou dans la valeur de leur monnaie nationale par rapport à l'unité de compte ou à l'unité monétaire.»

Article III

Tout différend entre les Parties concernant l'interprétation ou l'application du présent Protocole qui ne peut pas être réglé par voie de négociation, est soumis à l'arbitrage, à la requête de l'une d'entre elles. Si dans les six mois qui suivent la date de la demande d'arbitrage, les Parties ne parviennent pas à se mettre d'accord sur l'organisation de l'arbitrage, l'une quelconque d'entre elles peut soumettre le différend à la Cour Internationale de Justice, en déposant une requête conformément au Statut de la Cour.

Article IV

(1) Chaque Partie Contractante pourra, au moment de la signature ou

valuation applied by the International Monetary Fund in effect at the date in question for its operations and transactions.

The value of the national currency, in terms of the Special Drawing Right, of a State which is not a member of the International Monetary Fund, shall be calculated in a manner determined by that State.

Nevertheless, a State which is not a member of the International Monetary Fund and whose law does not permit the application of the provisions of the preceding sentences may, at the time of ratification of the Protocol of 1979 or accession thereto or at any time thereafter, declare that the limits of liability provided for in this Convention to be applied in its territory shall be fixed as follows:

(i) in respect of the amount of 666.67 units of account mentioned in sub-paragraph a) of paragraph 5 of this Article, 10,000 monetary units;

(ii) in respect of the amount of 2 units of account mentioned in sub-paragraph a) of paragraph 5 of this article, 30 monetary units.

The monetary unit referred to in the preceding sentence corresponds to 65.5 milligrammes of gold of millesimal fineness 900'. The conversion of the amount specified in that sentence into the national currency shall be made according to the law of the State concerned.

The calculation and the conversion mentioned in the preceding sentences shall be made in such a manner as to express in the national currency of the State as far as possible the same real value for the amounts in sub-paragraph a) of paragraph 5 of this Article as is expressed there in units of account. States shall communicate to the depositary the manner of calculation or the result of the conversion as the case may be, when depositing an instrument of ratification of the Protocol of 1979 or of accession thereto and whenever there is a change in either.

Article III

Any dispute between two or more Contracting Parties concerning the interpretation or application of the present Protocol, which cannot be settled through negotiation, shall, at the request of one of them, be submitted to arbitration. If within six months from the date of the request for arbitration the Parties are unable to agree on the organisation of the arbitration, any one of those Parties may refer the dispute to the International Court of Justice by request in conformity with the Statute of the Court.

Article IV

(1) Each Contracting Party may at the time of signature or ratification

de la ratification du présent Protocole ou au moment de l'adhésion, déclarer qu'elle ne se considère pas liée par l'article III.

(2) Toute Partie Contractante qui aura formulé une réserve conformément au paragraphe précédent pourra à tout moment lever cette réserve par une notification adressée au Gouvernement belge.

Article V

Le présent Protocole est ouvert à la signature des Etats qui ont signé la Convention du 24 août 1924 ou le Protocole du 23 février 1968 ou qui sont Parties à la Convention.

Article VI

(1) Le présent Protocole sera ratifié.

(2) La ratification du présent Protocole par un Etat qui n'est pas Partie à la Convention vaut également pour la Convention.

(3) Les instruments de ratification seront déposés auprès du Gouvernement belge.

Article VII

(1) Les Etats non visés à l'article V pourront adhérer au présent Protocole.

(2) L'adhésion au présent Protocole vaut également pour la Convention.

(3) Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Gouvernement belge.

Article VIII

(1) Le présent Protocole entrera en vigueur trois mois après la date du dépôt de cinq instruments de ratification ou d'adhésion.

(2) Pour chaque Etat ratifiant le présent Protocole ou y adhérant après le cinquième dépôt, le présent Protocole entrera en vigueur trois mois après le dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion.

Article IX

(1) Les Parties Contractantes pourront dénoncer le présent Protocole par notification au Gouvernement belge.

(2) La dénonciation prendra effet un an après la date de réception de la notification par le Gouvernement belge.

of this Protocol or of accession thereto, declare that it does not consider itself bound by Article III.

(2) Any Contracting Party having made a reservation in accordance with paragraph (1) may at any time withdraw this reservation by notification to the Belgian Government.

Article V

This Protocol shall be open for signature by the States which have signed the Convention of 25 August 1924 or the Protocol of 23 February 1968 or which are Parties to the Convention.

Article VI

(1) This Protocol shall be ratified.

(2) Ratification of this Protocol by any State which is not a Party to the Convention shall have the effect of ratification of the Convention.

(3) The instruments of ratification shall be deposited with the Belgian Government.

Article VII

(1) States not referred to in Article V may accede to this Protocol.

(2) Accession to this Protocol shall have the effect of accession to the Convention.

(3) The instruments of accession shall be deposited with the Belgian Government.

Article VIII

(1) This Protocol shall come into force three months after the date of the deposit of five instruments of ratification or accession.

(2) For each State which ratifies this Protocol or accedes thereto after the fifth deposit, this Protocol shall come into force three months after the deposit of its instrument of ratification or accession.

Article IX

(1) Any Contracting Party may denounce this Protocol by notification to the Belgian Government.

(2) The denunciation shall take effect one year after the date on which the notification has been received by the Belgian Government.

Article X

(1) Tout Etat pourra, au moment de la signature, de la ratification, de l'adhésion ou à tout moment ultérieur, notifier par écrit au Gouvernement belge quels sont parmi les territoires dont il assure les relations internationales ceux auquels s'applique le présent Protocole. Le Protocole sera applicable aux dits territoires trois mois après la date de réception de cette notification par le Gouvernement belge, mais pas avant la date d'entrée en vigueur du présent Protocole à l'égard de cet Etat.

(2) Cette extension vaudra également pour la Convention si celle-ci n'est pas encore applicable à ces territoires.

(3) Les Parties Contractantes qui ont souscrit une déclaration au titre du paragraphe (1) du présent article, pourront à tout moment aviser le Gouvernement belge que le Protocole cesse de s'appliquer aux territoires en question. Cette dénonciation prendra effet un an après la date de réception par le Gouvernement belge de la notification de dénonciation.

Article XI

Le Gouvernement belge notifiera aux Etats signataires et adhérents:

1. Les signatures, ratifications et adhésions reçues en application des articles V, VI et VII.
2. La date à laquelle le présent Protocole entrera en vigueur en application de l'article VIII.
3. Les notifications au sujet de l'application territoriale faites en exécution de l'article X.
4. Les déclarations et communications faites en application de l'article II.
5. Les déclarations faites en application de l'article IV.
6. Les dénonciations reçues en application de l'article IX.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effect, ont signé le présent Protocole.

FAIT à Bruxelles, le 21 décembre 1979, en langues française et anglaise, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire, qui restera déposé dans les archives du Gouvernement belge, lequel en délivrera des copies certifiées conformes.

Article X

(1) Each State may at the time of signature, ratification or accession or at any time thereafter declare by written notification to the Belgian Government which among the territories for whose international relations it is responsible, are those to which the present Protocol applies. The Protocol shall three months after the date of the receipt of such notification by the Belgian Government extend to the territories named therein, but not before the date of the coming into force of the Protocol in respect of such State.

(2) This extension also shall apply to the Convention if the latter is not yet applicable to these territories.

(3) Any Contracting Party which has made a declaration under paragraph (1) of this Article may at any time thereafter declare by notification given to the Belgian Government that the Protocol shall cease to extend to such territories. This denunciation shall take effect one year after the date on which notification thereof has been received by the Belgian Government.

Article XI

The Belgian Government shall notify the signatory and acceding States of the following:

1. the signatures, ratifications and accessions received in accordance with Articles V, VI and VII.
2. the date on which the present Protocol will come into force in accordance with Article VIII.
3. the notifications with regard to the territorial application in accordance with Article X.
4. the declarations and communications made in accordance with Article II.
5. the declarations made in accordance with Article IV.
6. the denunciations received in accordance with Article IX.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, duly authorized thereto, have signed this Protocol.

DONE at Brussels, this 21st day of December 1979, in the English and French languages, both texts being equally authentic, in a single copy, which shall remain deposited in the archives of the Belgian Government, which shall issue certified copies.

Het Protocol is in overeenstemming met zijn artikel V ondertekend voor de volgende Staten:

België	21 december 1979
Chili	21 december 1979
Polen	21 december 1979
Portugal	21 december 1979
Singapore	21 december 1979
de Staat Vaticaanstad	21 december 1979
Syrië	21 december 1979
het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland	21 december 1979
Zwitserland	21 december 1979
Madagascar	11 januari 1980
Libanon	7 februari 1980
Spanje	4 april 1980
Italië	30 oktober 1980
Noorwegen	7 oktober 1983
Zweden	17 oktober 1983
Finland	13 november 1984
het Koninkrijk der Nederlanden	14 augustus 1985

C. VERTALING

Protocol tot wijziging van het Internationale Verdrag ter vaststelling van enige eenvormige regelen betreffende het cognossement van 25 augustus 1924, zoals gewijzigd bij het Protocol van 23 februari 1968

De Verdragsluitende Partijen bij dit Protocol,

Partij zijnde bij het Internationale Verdrag ter vaststelling van enige eenvormige regelen betreffende het cognossement, gedaan te Brussel op 25 augustus 1924, zoals gewijzigd bij het Protocol tot wijziging van dat Verdrag, gedaan te Brussel op 23 februari 1968,

Zijn overeengekomen als volgt:

Artikel I

Voor de toepassing van dit Protocol wordt onder „Verdrag” verstaan het Internationale Verdrag ter vaststelling van enige eenvormige regelen betreffende het cognossement en het Protocol van ondertekening ervan, gedaan te Brussel op 25 augustus 1924, zoals gewijzigd bij het Protocol, gedaan te Brussel op 23 februari 1968.

Artikel II

1. Artikel 4, vijfde lid, letter a, van het Verdrag wordt vervangen door de volgende tekst:

,,a. Tenzij de aard en de waarde van de goederen zijn opgegeven door de afzender vóór hun inlading en deze opgave in het cognossement is opgenomen, is noch de vervoerder noch het schip in enig geval aansprakelijk voor enig verlies van of enige schade aan de goederen of met betrekking tot deze voor een bedrag hoger dan 666.67 rekeneenheden per collo of eenheid, dan wel 2 rekeneenheden per kilogram brutogewicht der verloren gegane of beschadigde goederen, waarbij het hoogste dezer bedragen in aanmerking moet worden genomen.”

2. Artikel 4, vijfde lid, letter d, van het Verdrag wordt vervangen door de volgende tekst:

,,d. De in dit artikel genoemde rekeneenheid is het bijzondere trekkingsrecht, zoals dit is omschreven door het Internationale Monetaire Fonds. De onder letter a van dit lid genoemde bedragen worden omgerekend in de nationale munteenheid volgens de waarde van die munteenheid op een door de wet van het gerecht, waarvoor de vordering aanhangig is, vast te stellen datum. De waarde van de nationale munteenheid, uitgedrukt in bijzondere trekkingsrechten, van een Staat die lid is van het Internationale Monetaire Fonds wordt berekend overeenkomstig de waarderingsmethode die door het Internationale Monetaire Fonds op de desbetreffende datum wordt toegepast voor zijn eigen verrichtingen en transacties. De waarde van de nationale munteenheid, uitgedrukt in bijzondere trekkingsrechten, van een Staat die geen lid is van het Internationale Monetaire Fonds, wordt berekend op een door die Staat vastgestelde wijze.

Niettemin kan een Staat, die geen lid is van het Internationale Monetaire Fonds en waarvan de wet de toepassing van de bepalingen van de voorgaande zinnen niet toelaat, op het tijdstip van bekraftiging van het Protocol van 1979 of toetreding ertoe, of op enig tijdstip nadien, verklaren dat de in dit Verdrag bedoelde aansprakelijkheidsgrenzen die op zijn grondgebied van toepassing zijn, als volgt worden vastgesteld:

i. met betrekking tot het bedrag van 666.67 rekeneenheden, genoemd onder letter a van het vijfde lid van dit artikel, 10.000 monetaire eenheden.

ii. met betrekking tot het bedrag van 2 rekeneenheden, genoemd onder letter a van het vijfde lid van dit artikel, 30 monetaire eenheden.

De in de voorgaande zin bedoelde monetaire eenheid komt overeen met 65,5 milligram goud van een gehalte van 900.000ste fijn. De omrekening van de in die zin genoemde bedragen in de nationale munteenheid geschieft volgens de wet van de betrokken Staat.

De berekening en de omrekening genoemd in de voorgaande zinnen geschieden op zodanige wijze, dat in de nationale munteenheid van de Staat zo veel mogelijk dezelfde werkelijke waarde tot uitdrukking komt voor de onder letter a van het vijfde lid van dit artikel genoemde bedragen, als daarin uitgedrukt in rekeneenheden.

De Staten stellen de depositaris in kennis van hun wijze van berekening of van het resultaat van de omrekening, al naar gelang het geval,

op het tijdstip van nederlegging van de akte van bekraftiging van het Protocol van 1979 of van toetreding daartoe en telkens wanneer een verandering optreedt in hun wijze van berekening of in de waarde van hun nationale munteenheid met betrekking tot de rekeneenheid of de monetaire eenheid.”

Artikel III

Elk geschil tussen de Verdragsluitende Partijen betreffende de uitlegging of de toepassing van dit Protocol dat niet door onderhandelingen kan worden geregeld, wordt op verzoek van een der Partijen onderworpen aan arbitrage. Indien de Partijen binnen zes maanden na de datum waarop het verzoek om arbitrage is gedaan niet tot overeenstemming kunnen komen over de regeling van de arbitrage, kan een der Partijen het geschil voorleggen aan het Internationale Gerechtshof door een verzoek in te dienen overeenkomstig het Statuut van het Hof.

Artikel IV

1. Iedere Verdragsluitende Partij kan, op het tijdstip van ondertekening of bekraftiging van dit Protocol of op het tijdstip van toetreding tot dit Protocol, verklaren dat zij zich niet gebonden acht door artikel III.
2. Iedere Verdragsluitende Partij die een voorbehoud heeft gemaakt overeenkomstig het voorgaande lid, kan te allen tijde dit voorbehoud intrekken door middel van een kennisgeving aan de Belgische Regering.

Artikel V

Dit Protocol staat open ter ondertekening voor de Staten, die het Verdrag van 25 augustus 1924 of het Protocol van 23 februari 1968 hebben ondertekend of die Partij zijn bij het Verdrag.

Artikel VI

1. Dit Protocol dient te worden bekraftigd.
2. Bekraftiging van dit Protocol door een Staat die geen Partij is bij het Verdrag houdt bekraftiging van het Verdrag in.
3. De akten van bekraftiging dienen te worden nedergelegd bij de Belgische Regering.

Artikel VII

1. De niet in artikel V bedoelde Staten kunnen tot dit Protocol toetreden.

2. Toetreding tot dit Protocol houdt toetreding tot het Verdrag in.
3. De akten van toetreding dienen te worden nedergelegd bij de Belgische Regering.

Artikel VIII

1. Dit Protocol treedt in werking drie maanden na de datum van nederlegging van vijf akten van bekraftiging of van toetreding.
2. Voor iedere Staat die dit Protocol bekraftigt of daartoe toetreedt na de vijfde nederlegging, treedt dit Protocol in werking drie maanden na de nederlegging van zijn akte van bekraftiging of toetreding.

Artikel IX

1. De Verdragsluitende Partijen kunnen dit Protocol opzeggen door middel van een kennisgeving aan de Belgische Regering.
2. De opzegging wordt van kracht een jaar na de datum van ontvangst van de kennisgeving door de Belgische Regering.

Artikel X

1. Iedere Staat kan op het tijdstip van ondertekening, bekraftiging of toetreding of op enig tijdstip nadien de Belgische Regering schriftelijk kennisgeven op welke grondgebieden, waarvan hij de internationale betrekkingen behartigt, dit Protocol van toepassing is. Het Protocol wordt van toepassing op de genoemde gebieden drie maanden na de datum van ontvangst van deze kennisgeving door de Belgische Regering, maar niet vóór de datum waarop dit Protocol ten aanzien van deze Staat in werking treedt.

2. Deze uitbreiding geldt eveneens voor het Verdrag, indien het nog niet van toepassing is op deze grondgebieden.

3. De Verdragsluitende Partijen die een verklaring volgens het eerste lid van dit artikel hebben afgelegd, kunnen te allen tijde de Belgische Regering ervan in kennis stellen dat het Protocol niet langer van toepassing is op de desbetreffende gebieden. Deze opzegging wordt van kracht een jaar na de datum van ontvangst door de Belgische Regering van de kennisgeving van opzegging.

Artikel XI

De Belgische Regering geeft de ondertekenende en toetredende Staten kennis van:

1. de overeenkomstig de artikelen V, VI en VII ontvangen ondertekeningen, bekraftigingen en toetredingen.

2. de datum, waarop dit Protocol overeenkomstig artikel VIII in werking treedt.
3. de kennisgevingen inzake de territoriale toepassing overeenkomstig artikel X.
4. de verklaringen en mededelingen gedaan overeenkomstig artikel II.
5. de overeenkomstig artikel IV afgelegde verklaringen.
6. de overeenkomstig artikel IX ontvangen opzeggingen.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekenden, daartoe behoorlijk gemachtigd, dit Protocol hebben ondertekend.

' GEDAAN te Brussel, op 21 december 1979, in de Engelse en de Franse taal, zijnde beide teksten gelijkelijk authentiek, in een enkel exemplaar, dat zal worden nedergelegd en bewaard in het archief van de Belgische Regering, die daarvan voor eensluidend gewaarmerkte afschriften zal verstrekken.

(Voor de ondertekeningen zie blz. 10 van dit Tractatenblad)

D. PARLEMENT

Het Protocol behoeft ingevolge artikel 91, eerste lid, van de Grondwet de goedkeuring van de Staten-Generaal alvorens het Koninkrijk aan het Protocol kan worden gebonden.

E. BEKRACHTIGING

In overeenstemming met artikel VI, derde lid, van het Protocol hebben de volgende Staten een akte van bekrachtiging bij de Belgische Regering nedergelegd:

Spanje	6 januari 1982
het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland	2 maart 1982
België	7 september 1983
Zweden	14 november 1983
Noorwegen	1 december 1983
Polen	6 juli 1984
Finland	1 december 1984

F. TOETREDING

In overeenstemming met artikel VII, derde lid, heeft de volgende Staat een akte van toetreding bij de Belgische Regering nedergelegd:

Denemarken¹⁾ 3 november 1983

¹⁾ In de akte van toetreding is bepaald dat de toetreding niet geldt voor de Faeröer en Groenland.

G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van het Protocol zijn ingevolge artikel VIII, eerste lid, in werking getreden op 14 februari 1984 voor België, Denemarken, Spanje, het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland en Zweden, alsmede voor de in rubriek H genoemde gebieden.

Voor iedere Staat die het Protocol na 14 november 1983 bekrachtigt of tot het Protocol toetreedt, treedt het ingevolge artikel VIII, tweede lid, in werking drie maanden na de nederlegging van zijn akte van bekrachtiging of toetreding.

H. TOEPASSELIJKVERKLARING

In overeenstemming met artikel X, eerste lid, heeft het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland het Protocol van toepassing verklaard op:

Bermuda	}	20 oktober 1983
het Brits Zuidpoolgebied		
de Britse Maagden-eilanden		
de Cayman-eilanden		
de Falkland-eilanden en onderhorigheden		
Gibraltar		
Hong Kong		
het eiland Man		
Montserrat		

J. GEGEVENS

Van het op 25 augustus 1924 te Brussel tot stand gekomen Verdrag ter vaststelling van enige eenvormige regelen betreffende het cognosment, tot wijziging waarvan het onderhavige Protocol strekt, is de tekst geplaatst in *Trb.* 1953, 109; zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1982, 66.

Van het op 23 februari 1968 te Brussel tot stand gekomen Protocol tot wijziging van bovengenoemd Verdrag van 1924 zijn tekst en vertaling geplaatst in *Trb.* 1979, 26; zie ook *Trb.* 1982, 67.

Van de op 27 december 1945 te Washington tot stand gekomen Overeenkomst betreffende het Internationaal Monetaire Fonds, naar welk Fonds wordt verwezen in artikel II van het onderhavige Protocol, zijn tekst en vertaling geplaatst in *Stb.* G 278; zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1983, 114.

Van het op 26 juni 1945 te San Francisco tot stand gekomen Statuut van het Internationale Gerechtshof, naar welk Statuut in artikel III van het onderhavige Protocol wordt verwezen, zijn tekst en vertaling geplaatst in *Trb.* 1971, 55; zie ook *Trb.* 1979, 36.

Uitgegeven de *tweeëntwintigste* augustus 1985.

De Minister van Buitenlandse Zaken,

H. VAN DEN BROEK